



« La fin de l'inspection du travail indépendante, généraliste, territoriale », selon les syndicats. Photo CO - Laurent COMBET.

C.O. 2 octobre 2013

L'Inspection du travail « enterrée »

Des dizaines d'agents ont symboliquement enterré hier leur service lors d'une réunion régionale de l'Inspection du travail à Angers.

Vincent BOUCAULT
vincent.boucault@courrier-ouest.com

Un cercueil en carton noir, une petite musique funèbre et un cortège compassé. Hier matin au Centre de congrès d'Angers, environ 70 fonctionnaires ont symboliquement enterré leur Inspection du travail devant une assemblée un peu ébahie. La réunion était organisée par Direction régionale des services de l'emploi (Direccte). Et l'enterrement par les syndicats CGT, FSU et Sud.

« Le projet de réforme dit plan Sapin entraînerait de facto la fin de l'inspection du travail indépendante, généraliste, territoriale au service des salariés, a lu

un représentant syndical. *On veut des services aux ordres, mettant docilement en œuvre les politiques antisociales, au service du patronat ».*

« On veut des services aux ordres »

En aparté, Guillaume Marchand, inspecteur au Mans et responsable cégétiste, prend cet exemple : « *Beaucoup de personnes nous alertent parce que leur employeur n'a pas adressé d'attestation à Pôle Emploi en cas de licenciement. La nouvelle organisation, avec des unités de contrôle où chaque inspecteur aurait un territoire, ne nous permettrait pas de répondre à ces demandes sociales, notamment dans les*

petites entreprises. On serait plus accaparé par des tâches dictées par des objectifs chiffrés ».

Michel Ricochon, le directeur régional de la Direccte, n'a pas trouvé « *d'extrême bon goût l'histoire du cercueil ».*

Sur le fond, il conteste l'analyse syndicale : « *Il s'agit de s'adapter à l'évolution des entreprises. Peut-être pour les petites entreprises nous essaierons de nous organiser par secteurs ou sujets : par exemple les contrats précaires. Mais nos missions généralistes resteront. Et je ne vois pas en quoi la réforme mettrait l'inspection du travail au service du patronat ».*